

b) au § 53 :

b) in § 53 :

Critère — Criterium	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemootkoming	Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 25, § 2, loi 9.8.1963 — Aandeel van de recht-hebbende beoogd bij art. 25, § 2, wet 9.8.1963	Intervention du bénéficiaire, autre que celui visé par l'art. 25, § 2, loi 9.8.1963 — Aandeel van de recht-hebbende, andere dan deze beoogd bij art. 25, § 2, wet 9.8.1963
B-80	VANCOGIN HCL Lilly 1 fl. 10 g pulc. or,		7 260,—	200,—	300,—

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1987.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 février 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 87 — 487 (83 — 1082)

23 JUIN 1983. — Arrêté royal instituant, pour la Région bruxelloise, une prime unique pour la construction ou l'acquisition d'un logement, ainsi qu'une assurance contre la perte de revenus. — Erratum

Moniteur belge n° 125 du 30 juin 1983, p. 8581, texte français, à l'article 2, le point c est à lire comme suit :

« c) Demandeur : le propriétaire et son conjoint ou les copropriétaires. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1987.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 februari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 87 — 487 (83 — 1082)

23 JUNI 1983. — Koninklijk besluit tot instelling, voor het Brussels Gewest, van een eenmalige premie voor de oprichting of de verwerving van een woning, alsook van een verzekering tegen inkomstenverlies. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 125 van 30 juni 1983, blz. 8581, Franse tekst, punt c van artikel 2 dient gelezen als volgt :

« c) Demandeur : le propriétaire et son conjoint ou les copropriétaires. »

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F 87 — 488

23 OCTOBRE 1986. — Arrêté de l'Exécutif  
organisant le stage dans la formation permanente des Classes moyennes

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes, notamment les articles 11 et 12;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 octobre 1986, relatif à la formation de base dans la formation permanente des Classes moyennes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 3 octobre 1986;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de donner sans délai une base légale au stage effectué par les candidats chefs d'entreprise;

Vu la délibération de l'Exécutif du 23 octobre 1986;

Sur proposition de notre Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

Arrêtons :

#### TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. En vue de permettre aux auditeurs des cours de la formation de chef d'entreprise organisée dans le cadre de la formation permanente des Classes moyennes d'acquies simultanément une expérience pratique, un stage est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

**Art. 2.** Le stage a pour objet d'assurer au stagiaire une formation pratique en vue de le préparer à la gestion d'une petite ou moyenne entreprise.

Il peut s'effectuer dans toutes les professions pour lesquelles des cours de formation de chef d'entreprise sont organisés.

**Art. 3.** Le stage doit s'effectuer dans une entreprise dont la nature et les activités permettent d'assurer au stagiaire la formation prévue à l'article 2.

**Art. 4.** Le stage fait l'objet d'une convention conclue à l'initiative du Centre de Formation permanente où le stagiaire suit les cours de connaissances professionnelles de la formation de chef d'entreprise.

## TITRE II. — *La convention de stage*

### CHAPITRE Ier. — *Généralités*

**Art. 5.** En vertu de la convention de stage, le maître de stage s'engage à donner ou à faire donner au stagiaire une formation pratique à le préparer à la gestion d'une petite ou moyenne entreprise et le stagiaire s'engage à apprendre la formation pratique précitée sous la guidance du maître de stage ainsi qu'à suivre les cours de la formation de chef d'entreprise.

**Art. 6.** La convention de stage est conclue par écrit au plus tard le premier jour du stage conformément au modèle annexé au présent arrêté. Elle est établie en trois exemplaires visés par le Centre qui en conserve un exemplaire.

**Art. 7.** La durée de la convention de stage est égale à la durée de la formation de chef d'entreprise telle qu'elle est fixée en application de l'article 8 de l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes.

Si la convention de stage vient à être rompue et si le stagiaire conclut dans la même profession une nouvelle convention, celle-ci doit être d'une durée égale à la durée de la formation de chef d'entreprise restant à effectuer.

**Art. 8.** La convention de stage doit être conclue entre le 1er juillet et le 30 novembre et se terminer au plus tard le 30 septembre de la dernière année de formation.

**Art. 9.** Le maître de stage doit répondre aux conditions suivantes :

1° être âgé de 21 ans;

2° soit posséder un diplôme de chef d'entreprise dans la profession faisant l'objet de la convention, soit posséder dans cette profession une expérience de trois années au moins en entreprise comme chef d'entreprise, salarié ou aidant.

**Art. 10.** Le stagiaire doit répondre aux conditions suivantes :

1° satisfaire aux conditions d'accès aux cours de formation de chef d'entreprise;

2° s'inscrire aux cours de chef d'entreprise dans la profession faisant l'objet du contrat au plus tard le 30 novembre de l'année de conclusion de la convention.

**Art. 11.** Le Centre à l'initiative duquel la convention de stage a été conclue veille au bon déroulement de cette convention.

### CHAPITRE II. — *Obligations des parties*

**Art. 12.** Le maître de stage a l'obligation :

1° de veiller à ce que la formation déterminée par la convention de stage soit donnée au stagiaire;

2° de faire exécuter au stagiaire les tâches nécessaires à sa formation dans les conditions, aux temps et lieu convenus, notamment en mettant à sa dispositions l'aide, les instruments et les matières nécessaires;

3° de veiller en bon père de famille à ce que les tâches s'accomplissent dans des conditions convenables au point de vue de la sécurité et de la santé du stagiaire;

4° de ne pas astreindre le stagiaire à des tâches :

— étrangères à la profession dans laquelle la convention est conclue;

— dépourvues de tout caractère formatif;

— présentant du danger pour la santé ou la sécurité du stagiaire;

5° de permettre au stagiaire de suivre les cours de formation de chef d'entreprise;

6° de payer au stagiaire, à titre de remboursement de frais, une indemnité forfaitaire mensuelle au moins égale à l'allocation du dernier semestre d'apprentissage telle qu'elle est fixée par l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage;

7° d'occuper le stagiaire au moins 28 heures et au plus 40 heures par semaine, y compris les heures consacrées par le stagiaire à la fréquentation des cours;

8° de donner au stagiaire le temps nécessaire pour remplir les devoirs de son culte, ainsi que les obligations civiles résultant de la loi;

9° d'apporter les soins d'un bon père de famille à la conservation des instruments de travail appartenant au stagiaire et des effets personnels que celui-ci doit mettre en dépôt; il n'a en aucun cas le droit de retenir ces instruments de travail ou ces effets;

10° de souscrire une assurance couvrant les risques d'accidents qui peuvent survenir au stagiaire pendant les heures d'occupation dans l'entreprise ainsi que pendant le trajet effectué pour se rendre de son domicile ou du Centre à l'entreprise et inversement;

11° d'autoriser toute personne désignée par le Centre à contrôler sur place le bon déroulement du stage et d'envoyer au Centre une fois par an ainsi qu'en cas de départ du stagiaire un rapport sur le déroulement du stage;

12° en fin de stage, de fournir au stagiaire un certificat constatant la date du début et de la fin de la convention ainsi que la nature de la formation reçue;

13° d'avertir le Centre des absences éventuelles du stagiaire;

14° d'accorder au stagiaire au moins quatre semaines de vacances par année de stage, à fixer pendant les périodes de suspension des cours.

**Art. 13.** Le stagiaire a l'obligation :

1° d'exécuter les tâches avec soin, probité et conscience dans les conditions et au lieu convenus;

2° d'agir conformément aux instructions données par le maître de stage, ses mandataires ou ses préposés, en vue de l'exécution de la convention;

- 3° de fréquenter les cours de connaissances professionnelles de formation de chef d'entreprise;
- 4° de participer aux examens de passage et aux examens de fin de formation;
- 5° de s'abstenir, tant au cours de la convention qu'après sa cessation :
  - a) de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que le secret de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance au cours de sa formation;
  - b) de se livrer ou de coopérer à tout acte de concurrence déloyale;
- 6° de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire soit à sa propre sécurité, soit à celle de ses compagnons, du maître de stage ou de tiers;
- 7° de restituer en bon état au maître de stage les instruments de travail et les matières premières restées sans emploi qui lui ont été confiées.

#### CHAPITRE III. — *Suspension de l'exécution de la convention de stage*

Art. 14. Les cas de suspension de l'exécution de la convention de stage sont les mêmes que ceux prévus par la législation relative au contrat de travail.

Art. 15. Toute suspension de la convention de stage doit être communiquée au Centre par le maître de stage dans les 10 jours.

#### CHAPITRE IV. — *Fin de la convention de stage*

Art. 16. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, la convention de stage prend fin :

- 1° par l'expiration du terme;
- 2° par la volonté d'une des parties :
  - a) soit pendant les trois premiers mois;
  - b) soit lorsqu'il existe un motif grave justifiant la rupture;
- 3° par le décès d'une des parties;
- 4° par la force majeure;
- 5° par la volonté du stagiaire, moyennant un préavis de sept jours, lorsqu'il est engagé dans les liens d'un contrat de travail ou nommé dans une administration;
- 6° par la notification par le Centre au maître de stage du fait que les cours que le stagiaire a l'obligation de fréquenter conformément à l'article 13, 3°, ne sont plus organisés, ou que le stagiaire ne les fréquente pas régulièrement ou en est exclu.

Art. 17. Le Ministre qui a la Formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1986.

Bruxelles, le 23 octobre 1986.

Par l'Exécutif :

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,  
A. BERTOUILLE

#### CONVENTION DE STAGE DANS LA FORMATION PERMANENTE DES CLASSES MOYENNES

Entre les soussignés:

Nom et prénom : .....  
 Agissant au nom de la société .....  
 Domicile : .....  
 Adresse de l'entreprise .....  
 ci-après dénommé le maître de stage

Et

Nom et prénom : .....  
 Domicile : .....  
 ci-après dénommé le stagiaire

A l'initiative du Centre .....  
 ci-après dénommé le Centre

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. Par la présente convention de stage, le maître de stage s'engage à donner ou à faire donner au stagiaire une formation pratique visant à le préparer à la gestion d'une petite ou moyenne entreprise et le stagiaire s'engage à apprendre cette formation pratique sous la guidance du maître de stage ainsi qu'à suivre les cours de la formation de chef d'entreprise.

La convention est régie par les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif organisant le stage dans la Formation permanente des Classes moyennes. Cet arrêté est annexé à la convention.

L'inscription aux cours de connaissances professionnelles de chef d'entreprise et leur fréquentation régulière sont une condition essentielle à l'existence et à la poursuite de la convention.

Article 2. La convention est conclue pour la profession de . . . . ., telle qu'elle est définie par le programme de formation de chef d'entreprise ci-annexé.

Article 3. La convention est conclue pour une durée initiale de . . . . . prenant cours le . . . . . pour se terminer de plein droit le . . . . . sans préjudice des prolongations, suspensions ou résiliations prévues par l'arrêté de l'Exécutif précité. Le stage prend fin, notamment, par la notification au chef d'entreprise du fait que les cours ne sont plus organisés ou que le stagiaire ne les fréquente pas régulièrement.

Durant les trois premiers mois, chacune des parties peut mettre fin à la convention sans préavis.

Article 4. L'horaire sera établi suivant les besoins de l'entreprise à condition de respecter les minimum et maximum prescrits par l'article 12, 7°, de l'arrêté de l'Exécutif précité.

Article 5. Le stagiaire n'est pas rémunéré. Il a droit, à titre de remboursement de frais, à une somme de . . . . ., conformément à l'article 12, 6°, de l'arrêté de l'Exécutif précité.

Article 6. Les parties s'engagent formellement à respecter les obligations décrites dans l'arrêté de l'Exécutif précité.

Fait à . . . . . en trois exemplaires.

Le . . . . .

Le maître de stage

Le stagiaire

Le Centre

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 488

23 OKTOBER 1986. — Besluit van de Executieve houdende organisatie van de stage in de permanente vorming van de Middenstand

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand, inzonderheid op de artikelen 11 en 12;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 oktober 1986 betreffende de cursussen van basisopleiding in de permanente vorming van de Middenstand;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 3 oktober 1986;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zonder verwijl een wettelijke basis gegeven dient te worden aan de stage van de kandidaten-ondernemingshoofden;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 23 oktober 1986;

Op de voordracht van onze Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

Besluiten :

#### TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Ten einde aan de cursisten die de cursus opleiding tot ondernemingshoofd volgen, georganiseerd in het kader van de permanente vorming van de Middenstand, de mogelijkheid te bieden gelijktijdig een praktische ervaring te verwerven, wordt een stage georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 2. De stage heeft tot doel de stagiaire een praktische opleiding te geven teneinde hem voor te bereiden voor het beheer van een kleine of middelgrote onderneming.

Ze kan geschieden in alle beroepen waarvoor een cursus opleiding tot ondernemingshoofd georganiseerd wordt.

Art. 3. De stage moet geschieden in een onderneming waarin de stagiair, door de aard en de activiteiten van deze onderneming, de in artikel 2 bedoelde opleiding kan genieten.

Art. 4. De stage maakt het voorwerp uit van een overeenkomst gesloten op initiatief van het Centrum voor permanente vorming waar de stagiair de cursus beroepskennis van de opleiding tot ondernemingshoofd volgt.

#### TITEL II. — De stageovereenkomst

##### HOOFDSTUK I. — Algemeen

Art. 5. Krachtens de stageovereenkomst verbindt de stagemeeester zich de stagiair een praktische opleiding te geven of te doen geven die tot doel heeft hem voor te bereiden voor het beheer van een kleine of middelgrote onderneming en verbindt de stagiair zich de voormelde praktische opleiding te leren onder de begeleiding van de stagemeeester alsmede de cursus opleiding tot ondernemingshoofd te volgen.

Art. 6. De stageovereenkomst wordt schriftelijk uiterlijk op de eerste dag van de stage gesloten overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model. Ze wordt opgemaakt in drie exemplaren geïsoleerd door het Centrum dat er een exemplaar van behoudt.

Art. 7. De duur van de stageovereenkomst is gelijk aan de duur van de opleiding tot ondernemingshoofd zoals deze bepaald is in toepassing van artikel 8 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1976 betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand.

Als de stageovereenkomst verbroken wordt en als de stagiair in hetzelfde beroep een nieuwe overeenkomst sluit, moet deze een duur hebben die gelijk is aan de duur van de opleiding tot ondernemingshoofd die nog gevolgd moet worden.

**Art. 8.** De stageovereenkomst moet tussen 1 juli en 30 november gesloten worden en uiterlijk op 30 september van het laatste opleidingsjaar eindigen.

**Art. 9.** De stagemeeester moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° 21 jaar oud zijn;
- 2° ofwel houder zijn van een diploma van ondernemingshoofd in het beroep dat het voorwerp van de overeenkomst uitmaakt, ofwel in dit beroep ten minste drie jaar ervaring in een onderneming hebben als ondernemingshoofd, werknemer of helper.

**Art. 10.** De stagiair moet voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° voldoen aan de voorwaarden voor de toegang tot de cursus opleiding tot ondernemingshoofd;
- 2° zich inschrijven voor de cursus voor ondernemingshoofd in het beroep dat het voorwerp van de overeenkomst uitmaakt uiterlijk op 30 november van het jaar waarin de overeenkomst gesloten is.

**Art. 11.** Het Centrum op initiatief waarvan de stageovereenkomst werd gesloten zorgt voor het goede verloop van deze overeenkomst.

#### HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen van de partijen*

**Art. 12.** De stagemeeester is verplicht :

- 1° ervoor te zorgen dat de opleiding bepaald bij de stageovereenkomst aan de stagiair gegeven wordt;
- 2° de stagiair de taken te doen uitvoeren die noodzakelijk zijn voor zijn opleiding in de overeen gekomen voorwaarden en tijd en op de overeengekomen plaats, inzonderheid door hem de nodige hulp, instrumenten en stoffen ter beschikking te stellen;
- 3° als een goed huisvader ervoor te zorgen dat de taken verricht worden in omstandigheden die degelijk zijn inzake de veiligheid en de gezondheid van de stagiair;
- 4° de stagiair niet te dwingen tot taken die :
  - niets te maken hebben met het beroep waarin de overeenkomst is gesloten;
  - geen opleidend karakter hebben;
  - gevaar opleveren voor de gezondheid of de veiligheid van de stagiair;
- 5° de stagiair de mogelijkheid te bieden de cursus opleiding tot ondernemingshoofd te volgen;
- 6° aan de stagiair, als terugbetaling van kosten, een maandelijkse forfaitaire vergoeding te betalen die ten minste gelijk is aan de toelage van het laatste semester van de leertijd zoals die bepaald is bij artikel 13 van het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de leerovereenkomsten;
- 7° de stagiair ten minste 28 uur en ten hoogste 40 uur per week te doen werken, met inbegrip van de uren tijdens welke de stagiair de lessen volgt;
- 8° de stagiair de tijd te geven die noodzakelijk is voor het vervullen van de plichten van zijn erediensst alsmede de burgerlijke verplichtingen die uit de wet voortvloeien;
- 9° als een goed huisvader zorg te dragen voor het behoud van de werkinstrumenten die aan de stagiair behoren en van de persoonlijke goederen die deze in bewaring moet geven; hij heeft in geen geval het recht deze werkinstrumenten of deze goederen aan te houden;
- 10° een verzekering aan te gaan die de ongevalrisico's dekt die de stagiair kan lopen tijdens de uren waarin hij in de onderneming werkt alsmede tijdens de reis van zijn woonplaats of van het Centrum naar de onderneming en omgekeerd;
- 11° elke door het Centrum aangewezen persoon ertoe te machtigen ter plaatse te controleren of de stage goed verloopt en aan het Centrum een keer per jaar alsmede in geval van vertrek van de stagiair een verslag over het verloop van de stage toe te zenden;
- 12° aan het einde van de stage, aan de stagiair een getuigschrift te bezorgen dat de datum van het begin en van het einde van de overeenkomst alsmede de aard van de ontvangen opleiding vaststelt;
- 13° het Centrum van de eventuele afwezigheid van de stagiair te verwittigen;
- 14° aan de stagiair ten minste vier weken vakantie per stagejaar te verlenen, te nemen tijdens de perioden waar de lessen niet gegeven worden.

**Art. 13.** De stagiair is verplicht :

- 1° de taken met zorg, eerlijkheid en plichtbesef uit te voeren in de overeengekomen voorwaarden en op de overeengekomen plaats;
- 2° te handelen overeenkomstig de instructies gegeven door de stagemeeester, zijn lasthebbers of zijn aange-stelden, met het oog op de uitvoering van de overeenkomst;
- 3° de cursus beroeps-kennis van de opleiding tot ondernemingshoofd te volgen;
- 4° doel te nemen aan de overgangsexamens en de examens einde opleiding;
- 5° zowel tijdens de overeenkomst als daarna zich ervan te onthouden :
  - a) de fabrieks- of zakengeheimen te onthullen alsmede het geheim van iedere zaak met een persoonlijk of vertrouwelijk karakter waarvan hij tijdens zijn opleiding kennis zou hebben genomen;
  - b) elke handeling van oneerlijke concurrentie te verrichten of eraan mee te werken;
- 6° zich te onthouden van alles wat schade kan berokkenen hetzij aan zijn eigen veiligheid, hetzij aan die van zijn werkmaker, van de stagemeeesters of van derden;
- 7° aan de stagemeeester de hem toevertrouwde werkinstrumenten en grondstoffen die ongebruikt zijn gebleven, in goede staat terug te geven.

#### HOOFDSTUK III. — *Schorsing van de uitvoering van de stageovereenkomst*

**Art. 14.** De gevallen van schorsing van de uitvoering van de stageovereenkomst zijn dezelfde als deze die bepaald zijn bij de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomst.

**Art. 15.** Iedere schorsing van de stageovereenkomst dient aan het Centrum door de stagemeeester binnen de 10 dagen medegedeeld te worden.

#### HOOFDSTUK IV. — *Einde van de stageovereenkomst*

**Art. 16.** Onverminderd de wijzen waarop de verbintenissen in het algemeen teniet, komt aan de stageovereenkomst een einde :

- 1° door het verstrijken van de termijn;

- 2° door de wil van een van de partijen :
- a) hetzij tijdens de eerste drie maanden;
- b) hetzij als er een ernstige reden is die de verbreking rechtvaardigt;
- 3° door het overlijden van een van de partijen;
- 4° door overmacht;
- 5° door de wil van de stagiair, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zeven dagen, als hij door een arbeidsovereenkomst verbonden is of in een administratie benoemd;
- 6° doordat het Centrum aan de stagemeeester kennis geeft van het feit dat de cursus die de stagiair verplicht moet volgen overeenkomstig artikel 13, 3°, niet meer georganiseerd wordt, of dat de stagiair die niet regelmatig volgt of ervan uitgesloten is.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheid de Permanente Vorming in de Middenstand behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1986.

Brussel, 23 oktober 1986.

Vanwege de Executieve :

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTOUILLE

### STAGEOVEREENKOMST IN DE PERMANENTE VORMING VAN DE MIDDENSTAND

De ondergetekenden :

Naam en voornaam : .....

Handelend in naam van de vennootschap .....

Woonplaats : .....

Adres van de onderneming .....

hierna stagemeeester genoemd

en

Naam en voornaam : .....

Woonplaats : .....

hierna de stagiair genoemd

Op initiatief van het Centrum .....

hierna het Centrum genoemd

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Door deze stageovereenkomst verbindt de stagemeeester zich de stagiair een praktische opleiding te geven of te doen geven die tot doel heeft hem voor te bereiden voor het beheer van een kleine of middelgrote onderneming en verbindt de stagiair zich deze praktische opleiding te leren onder de begeleiding van de stagemeeester alsmede de cursus opleiding tot ondernemingshoofd te volgen.

De overeenkomst wordt geregeld door de bepalingen van het besluit van de Executieve houdende organisatie van de stage in de permanente vorming van de Middenstand. Dat besluit is gevoegd bij de overeenkomst.

De inschrijving voor de cursus beroepskennis voor ondernemingshoofd en het regelmatig volgen ervan zijn een voorwaarde die essentieel is voor het bestaan en het verdere verloop van de overeenkomst.

Artikel 2. De overeenkomst wordt gesloten voor het beroep van ..... zoals dit bepaald is bij het hierbij gevoegde programma van opleiding tot ondernemingshoofd.

Artikel 3. De overeenkomst wordt gesloten voor een aanvankelijke duur van ....., beginnende op ..... en van rechtswege eindigende op ..... onverminderd de verlengingen, schorsingen of ontbindingen bedoeld bij het voormelde besluit van de Executieve. De stage eindigt, onder meer, door de kennisgeving aan het ondernemingshoofd van het feit dat de cursus niet meer georganiseerd wordt of dat de stagiair die niet regelmatig volgt.

Gedurende de eerste drie maanden kan elk van de partijen zonder opzegging een einde maken aan de overeenkomst.

Artikel 4. De dienstregeling wordt bepaald volgens de behoeften van de onderneming op voorwaarde dat de minimum en maximum voorgeschreven bij artikel 12, 7°, van het voormelde besluit van de Executieve, in acht worden genomen.

Artikel 5. De stagiair wordt niet bezoldigd. Hij heeft recht, als terugbetaling van kosten, op een bedrag van ....., overeenkomstig artikel 12, 6°, van het voormelde besluit van de Executieve.

Artikel 6. De partijen verbinden zich uitdrukkelijk de verplichtingen na te leven die bepaald zijn in het voormelde besluit van de Executieve.

Gedaan te ..... in drie exemplaren.

De .....

De stagemeeester

De stagiair

Het Centrum